

AVIS DU MAIRE

DEPARTEMENT DE SEINE ET MARNE - Commune de LARCHANT

Commune avec POS-PLU ou CC compétence Mairie

Départ

Commune

Année

Identifiant

Numéro

077

244

2019

PC 077 244 19 0 0006

Déposé en Mairie le 01 octobre 2019

Concernant une demande de :

☒ PC et PC MI

☐ DP

☐ PA

☐ CUa

☐ CUb

Déposée par

SAS BIOGAZ DU PLATEAU
SAS BIOGAZ DU PLATEAU
GIRARDOT Philippe

1 . AVIS SUR LE PROJET DANS SON ENVIRONNEMENT

<i>Situation du Projet</i>	zonage actuel : Ab Document en cours d'évolution : <input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non
<i>Nuisance</i>	<p>Le terrain est-il situé à proximité de bâtiments : <input type="checkbox"/> Agricoles <input checked="" type="checkbox"/> Industriels</p> <p>Distance du projet par rapport à ces bâtiments : <u>500 m</u></p> <p>Ces bâtiments renferment-ils des animaux : <input type="checkbox"/> oui <input checked="" type="checkbox"/> non</p> <p>Ces bâtiments sont-ils soumis : au régime des installations classées <u>R</u> au règlement sanitaire départemental <u>R</u></p> <p>Situation à faire figurer sur un plan .</p> <p>Nom et adresse du propriétaire des bâtiments :</p> <p>Nom, adresse et lieu du siège d'exploitation de l'exploitant :</p>
<i>Risques</i>	<p>Le terrain est-il situé dans un secteur à risques (mouvement de terrain, éboulements, inondations, décharges etc.....) <input type="checkbox"/> oui <input checked="" type="checkbox"/> non Nature:</p>

2 . AVIS SUR LES EQUIPEMENTS DESSERVANT LE TERRAIN

Equipements publics et (ou) privé	Desservi : capacité		Non desservi		Sera desservi Par quel concessionnaire et dans quel délais ?	Services gestionnaires consultés pour avis sur desserte en équipement public (date de consultation)
	suffisante	Insuffisante		Longueur en mètre		
VOIRIE Voirie publique : <input type="checkbox"/> VC <input checked="" type="checkbox"/> RD <input type="checkbox"/> Ch. Expl. <input checked="" type="checkbox"/> CR Accès existant <input checked="" type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non Voirie privée	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>			
EAU POTABLE Réseau public Réseau privé	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>			
ASSAINISSEMENT Réseau public Unitaire <input type="checkbox"/> séparatif <input type="checkbox"/> Le réseau est-il raccordé à la station d'épuration : oui <input type="checkbox"/> non <input type="checkbox"/> Capacité de la station :	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>			
Assainissement Autonome oui <input type="checkbox"/> non <input checked="" type="checkbox"/> Réseau Eaux pluviales oui <input type="checkbox"/> non <input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>				
ELECTRICITE Basse tension	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>			
SECURITE INCENDIE	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>		Les constructions peuvent-elles être desservies par un réseau assurant la lutte contre l'incendie : <input type="checkbox"/> oui <input checked="" type="checkbox"/> non	

3 -SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE CONCERNANT LA COMMUNE

Canalisation souterraine ou aérienne traversant la parcelle :

Préciser la nature de cette canalisation :

4 - PARTICIPATIONS D'URBANISME

LE PROJET DOIT-IL ÊTRE ASSUJETTI AUX PARTICIPATIONS SUIVANTES ?

☒ REDEVANCE D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF délibération en date du 11 JUIN 2010
Montant : .2000€☒ NON REALISATION D'AIRES DE STATIONNEMENT (Art. L.332-6-1.2) délibération en date du :
Montant :☐ VOIRIE ET RESEAUX « PVR » (Art.L.332-11-1) instituée par : délibération générale du :
: délibération spécifique du :

Montant : date de mise en paiement : Superficie du terrain prise en compte :

☐ PROGRAMME D'AMENAGEMENT D'ENSEMBLE «PAE» (Art.L.332-9) institué par délibération en date du :
Montant :☐ PROJET URBAIN PARTENARIAL – PUP (L332-11-3 et L 332-11-4) – date de convention :☐ EQUIPEMENT PUBLIC EXCEPTIONNEL (Art.L.332-8) (bâtiment industriel, artisanal ou agricole) :

Fournir un plan et le devis descriptif de l'équipement public projeté.

Préciser le montant de la participation demandée par la commune pour la réalisation de l'équipement public : €

☐ PARTICIPATION DU CONSTRUCTEUR EN ZAC (Art L311-4)☐ EMPLACEMENT RESERVÉ au profit de la commune : surface de cet emplacement : m²**5 - FISCALITE Applicable sur le territoire communal**☒ TAXE D'AMENAGEMENT instituée par délibération en date du 3 NOVEMBRE 2014En cas de projet de logements sociaux H.L.M. : la Commune a-t-elle délibérée pour exonérer de Taxe d'aménagement les logements réalisés par les organismes H.L.M. ? ☐ OUI ☐ NON

SI OUI, date de cette délibération :

☐ Si le projet est situé à l'intérieur d'une ZAC. Le dossier de création de ZAC a-t-il prévu l'exonération de la Taxe d'aménagement :☐ OUI ☐ NON - Nom et date d'approbation de la ZAC**6 - Proposition du Maire**☒ FAVORABLE (nature et motifs des prescriptions s'il y a lieu) :☐ DEFAVORABLE (indiquer les motifs compte tenu des observations
figurant aux rubriques ci-dessus) :

Fait à LARCHANT

Date :

Le Maire,

MÉVEL Vincent

**Articles R.423-50 à R.423-55 du Code de l'Urbanisme:**

« L'autorité compétente recueille auprès des personnes publiques, services ou commissions intéressés par le projet, les accords, avis ou décisions prévus par les lois ou règlements en vigueur. »

Cette directive doit être transmise au service instructeur, au plus tard :

dans le mois suivant la réception en mairie de la demande de PC, PA ou de certificat d'urbanisme opérationnel (CUb)dans les quinze jours pour une déclaration préalable ou un certificat d'urbanisme informatif (CUa)

Pour les dossiers de compétence Etat :

Article R 423-72 du Code de l'Urbanisme :

«Lorsque la décision est de la compétence de l'État, le maire adresse au chef du service de l'État dans le département chargé de l'instruction son avis sur chaque demande de permis et sur chaque déclaration. Cet avis est réputé favorable s'il n'est pas intervenu dans le délai d'un mois à compter du dépôt à la mairie de la demande de permis ou dans un délai de quinze jours à compter du dépôt à la mairie de la déclaration....»